



Dialogue national suisse en vue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 : *Des défis aux actions*

Rapport de l'atelier du 23 mars 2021

En septembre 2021, un Sommet sur les systèmes alimentaires (*Food Systems Summit, FSS*) se tiendra durant l'Assemblée générale des Nations Unies. Il sera convoqué par le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, dans le cadre de la Décennie d'action pour réaliser les 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030.

En vue de ce Sommet, l'ONU invite ses Etats membres à mettre en œuvre des dialogues au niveau national sur les systèmes alimentaires (*Food Systems Summit Dialogues, FSSDs*). Suivant cette approche novatrice, les parties prenantes intéressées sont invitées à contribuer au Sommet en débattant de leurs rôles dans les systèmes alimentaires, en réfléchissant à de nouvelles formes d'action à mener en commun, et en contribuant à l'établissement des systèmes alimentaires du futur.

Dans ce cadre-là, un dialogue multipartite national en trois étapes a lieu en Suisse afin d'élaborer des voies vers des systèmes alimentaires durables d'ici à 2030. Le présent rapport contient les principaux résultats et conclusions du premier atelier de ce dialogue, qui s'est tenu le 23 mars 2021. Ce rapport est également disponible [en anglais](#) et [en allemand](#).

1. Participation

Nombre total de participants: 132

Nombre de participants dans chaque tranche d'âge

0	0-18	6	19-30	61	31-50	32	51-65	1	66-80	0	80+
---	------	---	-------	----	-------	----	-------	---	-------	---	-----

Nombre de participants par sexe

71	Hommes	59	Femmes	2	Ne souhaite pas donner cette information et autre
----	--------	----	--------	---	---

Nombre de participants dans chaque secteur

8	Cultures	8	Formation	2	Soins de santé
0	Pêche et aquaculture	5	Communication	32	Gouvernement national ou local
6	Élevage	7	Transformation alimentaire	0	Services publics
4	Agroforesterie	4	Commerce de détail	0	Industrie
15	Environnement et écologie	8	Industrie alimentaire	29	Autres
2	Échanges et commerce	2	Services financiers		

Nombre de participants de chaque groupe de parties prenantes

4	Petite/moyenne entreprise/artisan	1	Travailleurs et syndicats
3	Grande entreprise nationale	0	Député
5	Multinationale	4	Autorité locale
0	Petit exploitant	33	Gouvernement et institution nationale
0	Exploitant de taille moyenne	1	Communauté économique régionale
0	Exploitant de grande taille	1	Nations Unies
21	Organisation non gouvernementale locale	1	Institution financière internationale
6	ONG internationale	6	Fondation privée / Partenariat / Alliance
0	Peuple autochtone	2	Groupe de consommateurs
16	Sciences et université	28	Autres

Une liste plus détaillée des participant·e·s à l'atelier est disponible en Annexe 1.

2. Principes d'engagement

Le Sommet sur les systèmes alimentaires offre une opportunité d'échanges diversifiés, ciblés et respectueux entre les parties prenantes des systèmes alimentaires, en tenant compte à tout moment des principes d'engagement du Sommet sur les systèmes alimentaires.

Agir avec diligence : Nous reconnaissons l'extrême urgence d'une action soutenue et importante à tous les niveaux, pour atteindre les Objectifs de Développement Durable 2030.

S'engager pour le Sommet : Nous nous engageons à mettre en pratique ce que nous prêchons personnellement et professionnellement afin de contribuer à la vision, aux objectifs et au résultat final du Sommet sur les systèmes alimentaires.

Être respectueux : Dans le cadre de nos capacités et circonstances respectives, nous encouragerons la production alimentaire ainsi que les politiques et pratiques de consommation visant à protéger et à améliorer la santé et le bien-être des personnes, à améliorer la résilience des moyens de subsistance et des communautés, et à promouvoir la bonne gestion (*stewardship*) des ressources naturelles, dans le respect des cultures et contextes locaux.

Reconnaître la complexité : Nous reconnaissons que les systèmes alimentaires sont complexes, qu'ils sont étroitement liés et qu'ils ont un impact important sur la santé de l'homme et des animaux, sur les sols, l'eau, le climat, la biodiversité, l'économie et d'autres systèmes, et que leur évolution exige une approche systémique.

Adopter l'inclusion de plusieurs parties prenantes : Nous soutenons les processus et approches multipartites inclusifs au sein des gouvernements et communautés qui apportent des perspectives diverses, notamment des connaissances indigènes, des perspectives culturelles et des preuves scientifiques afin de permettre aux parties prenantes de comprendre et d'évaluer les éventuels compromis, et de concevoir des options politiques visant à atteindre une pluralité de biens publics, à travers ces différents systèmes.

Compléter le travail des autres : En reconnaissant que les questions liées aux systèmes alimentaires sont traitées dans le cadre de plusieurs autres processus de gouvernance mondiale, nous chercherons à garantir que le Sommet sur les systèmes alimentaires s'ajuste à ces efforts, les amplifie et les accélère dans la mesure du possible ; en évitant les doublons inutiles, tout en encourageant de nouvelles réflexions et approches audacieuses et innovantes qui permettent une transformation des systèmes, conformément aux principes et objectifs du Sommet.

Bâtir la confiance : Nous veillerons à ce que le Sommet et le processus d'engagement associé suscitent la confiance et augmentent la motivation à participer, en se fondant sur des données probantes, transparentes et accessibles en matière de gouvernance, de prise de décision, de planification, d'engagement et de mise en œuvre. Nous, États membres, entreprises privées et acteurs individuels, rendrons compte des engagements pris avec les mécanismes en place afin de faire respecter cette responsabilité.

2.1. Comment avez-vous organisé le dialogue de façon à intégrer, renforcer et améliorer les principes ?

Le premier atelier du dialogue national suisse en vue du Sommet sur les systèmes alimentaires (*Food Systems Summit Dialogue, FSSD*) s'est tenu en ligne le 23 mars 2021. Il a réuni plus de 130 représentants de nombreux secteurs des chaînes de valeur alimentaires. Ils ont notamment participé à des discussions en groupes restreints consacrées aux différents thèmes liés à la transformation des systèmes alimentaires. Ces discussions ont été l'élément essentiel de l'événement.

Afin de tirer parti des expériences, propositions et contributions des uns et des autres et de promouvoir des échanges stimulants, les groupes de discussion étaient composés d'acteurs disposant d'expertise spécifique dans le domaine discuté par leur groupe, mais aussi de participants qui ont apporté une perspective différente. Les intervenants ont été répartis en groupes de discussion avant l'événement. Les discussions en groupe ont réuni un large éventail d'acteurs, permettant ainsi un échange constructif et fructueux.

La règle de Chatham House a été appliquée en groupe afin de créer un espace sûr permettant de générer de nouvelles idées et trouver des solutions audacieuses. En outre, il a été rappelé aux participants que le respect mutuel constitue la base d'un vrai dialogue, et implique l'écoute et l'ouverture aux différents points de vue.

Les acteurs ont été priés à s'engager activement tout au long de l'atelier. Hormis les discussions en groupes, ils ont été invités à soumettre des questions et commentaires dans le forum de la plateforme virtuelle lors des séances plénières.

2.2. Comment votre dialogue a-t-il reflété les aspects spécifiques des principes ?

Des discussions en groupes multi-acteurs ont été organisées pour traiter les défis, les potentiels et les vulnérabilités selon une approche holistique. Les thèmes discutés dans chaque groupe restreint ont été énoncés sous forme de brèves déclarations ambitieuses à réaliser d'ici à 2030. On a prié les participants de réfléchir à des mesures concrètes permettant de mettre en œuvre la déclaration de leur groupe, compte tenu des synergies et des conflits d'objectifs potentiels.

Les huit déclarations, discutées en dix groupes, ont été élaborées sur la base des cinq pistes d'action du FSS et de la Stratégie pour le développement durable (SDD) 2030, mise en consultation jusqu'au 4 février 2021 par le Conseil fédéral, l'organe exécutif des autorités suisses fédérales, ainsi que d'autres stratégies du Conseil fédéral.

Dans la SDD 2030, le Conseil fédéral a précisé comment il entend mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable durant les 10 prochaines années. La SDD a pour cadre de référence l'Agenda 2030 des Nations Unies et ses 17 objectifs de développement durable (ODD).

Le dialogue contribue ainsi à la discussion menée en Suisse sur le développement et la mise en œuvre des différents instruments politiques.

Nous avons établi le FSSD suisse sur la base de l'Agenda 2030 et de la SDD du Conseil fédéral, car nous sommes convaincus que les systèmes alimentaires sont des leviers essentiels pour atteindre tous les ODD et qu'ils ont des incidences transversales sur chacun d'eux. La transformation des systèmes alimentaires est fondamentale à la réalisation des ODD.

3. Méthode

Les résultats d'un dialogue sont influencés par la méthode utilisée. Avez-vous utilisé la même méthode que celle recommandée dans le manuel de référence des Coordonnateurs ? **OUI**

4. Axes du dialogue et résultats

4.1. Axe majeur

Lors des préparatifs au Sommet sur les systèmes alimentaires (*Food Systems Summit, FSS*) en septembre 2021, la Suisse a décidé de mettre en œuvre un dialogue multipartite en vue du Sommet sur les systèmes alimentaires (FSSD) au niveau national. Ce dialogue se déroulera en trois étapes, de mars à juin 2021. Cette approche innovante permet aux acteurs intéressés de contribuer au FSS en discutant de leurs rôles dans leurs systèmes alimentaires, en réfléchissant sur de nouvelles formes d'action commune et en s'engageant à l'avenir dans l'élaboration de systèmes alimentaires.

Le premier atelier du FSSD national suisse s'est tenu en ligne le 23 mars 2021. Sous le titre « Des défis aux actions », il a permis à plus de 130 représentants de nombreux secteurs des chaînes de valeur alimentaires de traiter les défis, les potentiels et les vulnérabilités de nos systèmes alimentaires selon une approche holistique et de discuter des mesures concrètes visant à promouvoir la transformation des systèmes alimentaires en Suisse.

À cette fin, les participants ont été invités à des discussions en groupes restreints sur un thème d'importance pour la transformation de nos systèmes alimentaires. Ces discussions ont été l'élément essentiel de l'événement. Les huit thèmes proposés pour ce premier atelier ont été les suivants : 1) environnement alimentaire durable ; 2) demande alimentaire durable et régimes alimentaires durables ; 3) production durable ; 4) atténuation du changement climatique ; 5) adaptation aux changements environnementaux, résilience et sécurité alimentaire ; 6) gaspillage alimentaire (déchets et pertes évitable) ; 7) dimensions socio-économiques du secteur agroalimentaire ; et 8) entrepreneuriat, innovation, sciences et technologies.

Ces thèmes ont été énoncés sous forme de brèves déclarations décrivant un objectif ambitieux à atteindre en l'espace de dix ans et servant de but commun au groupe de discussion. Les participants ont été priés de réfléchir dans leurs échanges à des mesures concrètes qu'ils pourraient prendre ces trois prochaines années pour concrétiser d'ici à 2030 la déclaration attribuée à leur groupe, compte tenu des synergies et conflits d'objectifs inhérents à cette transformation.

Les huit déclarations, discutées en dix groupes, ont été élaborées sur la base des cinq pistes d'action du FSS et de la Stratégie pour le développement durable (SDD) 2030, mise en consultation jusqu'au 4 février 2021 par le Conseil fédéral, l'organe exécutif des autorités suisses fédérales, ainsi que d'autres stratégies du Conseil fédéral. Ainsi, le dialogue contribue également à la discussion menée en Suisse sur le développement et la mise en œuvre de divers instruments politiques.

L'atelier a été la première étape du processus FSSD multi-acteurs national, qui offre une possibilité unique de promouvoir le débat sur l'alimentation et l'agriculture dans notre pays. Dans la deuxième étape prévue en mai 2021, des dialogues entre les villes seront organisés dans les trois régions linguistiques du pays pour traiter des solutions envisageables au niveau local. Dans la troisième et dernière étape, un atelier final est prévu le 8 juin 2021 pour identifier les voies conduisant aux systèmes alimentaires durables d'ici à 2030 et pour discuter des engagements envisageables des différents acteurs.

Les discussions menées en groupes le 23 mars ont réuni un large éventail d'acteurs, permettant ainsi un échange constructif et fructueux. Les résultats et conclusions des discussions feront l'objet d'un examen approfondi dans les étapes suivantes du FSSD.

Pistes d'action		Mots-clés			
X	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X	Politique
X	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
X	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X	Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables	X	Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
X	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X	Environnement et climat

Le contenu thématique détaillé des discussions de groupe est disponible en Annexe 2

4.2. Principales conclusions

Les discussions menées en groupes lors de l'atelier ont permis un échange constructif et fructueux dans une atmosphère agréable et abouti aux résultats et conclusions principaux ci-dessous.

(1) Un point majeur mis en évidence lors de la discussion est la nécessité d'une plus grande cohérence des politiques relatives à l'alimentation, voire d'une seule politique des systèmes alimentaires englobant agriculture, environnement, nutrition et santé publique. Les participants ont salué l'élaboration d'un plan d'action contre le gaspillage alimentaire. En ce qui concerne la résilience, ils ont soutenu une vision politique comprenant une feuille de route en vue d'un partenariat transparent et d'un échange d'informations. D'une manière générale, ils étaient favorables à un cadre conceptuel plus large de la durabilité et un changement de paradigme en vue d'approches plus holistiques et d'une économie circulaire. On a proposé de charger un service indépendant d'évaluer la durabilité le long des chaînes de valeur.

(2) Les cadres politiques tels que la politique agricole suisse sont essentiels à l'élaboration de nos systèmes alimentaires. Les gouvernements ou autorités publiques devraient mettre l'information à la disposition des citoyens et créer des incitations positives et négatives (réorientation des subventions agricoles, soutien d'établissements de restauration durable ou taxe carbone). Les marchés publics peuvent être un levier important. Des exigences minimales et maximales et des interdictions peuvent compléter ces mesures. Enfin, le gouvernement pourrait assurer le pilotage (*stewardship*) en lançant un dialogue à long terme entre acteurs. Au niveau international, les responsables politiques devraient chercher le dialogue avec les pays de provenance des importations.

(3) Vu que la responsabilité individuelle est cruciale pour promouvoir le changement dans une approche ascendante et inclusive, la sensibilisation, la formation, les exemples positifs et des informations et données transparentes peuvent être décisifs. Il convient de promouvoir de bonnes habitudes tant auprès des enfants et des jeunes (limitation du marketing qui leur est destiné, promotion d'une alimentation plus durable dans les cantines ou excursions dans des exploitations) qu'auprès des adultes (étiquetage, cartes bonus pour les produits issus de la production durable ou ventes directes de l'agriculture locale). Il faut élaborer des outils permettant de mieux évaluer la comestibilité des produits et faciliter le recyclage. En outre, les participants ont reconnu que l'environnement et l'offre alimentaires influencent la consommation. La psychologie et le comportement des consommateurs doivent être pris en compte pour mieux comprendre les résistances potentielles. Les moyens financiers sont un facteur limitant cette transformation, en particulier pour les citoyens à faible revenu.

(4) Les prix actuels des denrées alimentaires sont trop bas. Les participants en ont appelé à la vérité des coûts à atteindre par la taxe carbone et à une meilleure transparence tout au long des chaînes de valeur. Ils ont examiné la question de savoir si des mesures concernées devraient s'appliquer seulement aux produits suisses ou aux importations également. La distribution de la valeur ajoutée le long des chaînes de valeur devrait être plus équitable. En particulier, les agriculteurs jouent un rôle central dans les systèmes alimentaires durables et il faut continuer de promouvoir leur autonomisation selon différentes approches (coopératives, agriculture « locale radicale », agriculture de solidarité, systèmes agri-urbains ou microdiversifiés). D'un point de vue économique, des investissements et des débouchés sont nécessaires pour transformer nos systèmes alimentaires.

(5) Quant au gaspillage alimentaire, un grand potentiel existe dans les secteurs du détail, de la transformation et de l'agriculture (dons alimentaires, transformation et commercialisation des excédents, sous-produits et articles « inesthétiques », plateformes d'échange, utilisation comme aliments pour animaux ou meilleure coordination le long des chaînes de valeur). La remise sur le marché des denrées alimentaires invendues à prix réduits offre de nombreux avantages. Des incitations positives (concours et prix) ou négatives (taxes) sont envisageables.

(6) Il convient de promouvoir la recherche scientifique et l'innovation, y compris des innovations (de systèmes) pratiques et intellectuelles, et de mieux diffuser leurs résultats. L'utilisation de nouvelles technologies et de la numérisation doit être considérée comme une opportunité. Une modification des normes dans l'industrie de transformation peut entraîner des améliorations techniques dans les exploitations. Il y a lieu de faciliter les échanges entre entrepreneurs et investisseurs, un système de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports aidant le secteur financier à effectuer les analyses. Des laboratoires expérimentaux peuvent contribuer à réduire les attentes négatives des acteurs.

(7) Pour conclure, les participants en ont appelé à une plus étroite collaboration entre acteurs. Grâce à leur proximité aux populations locales, les villes peuvent (r)établir le lien entre les consommateurs urbains et les producteurs ruraux : le secteur de la restauration peut s'associer avec les agriculteurs engagés dans la production durable. En outre, un des groupes a proposé de lancer une journée nationale de l'alimentation, qui peut être médiatisée et servir de vitrine à la transformation des systèmes alimentaires.

Pistes d'action		Mots-clés			
X	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X	Politique
X	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
X	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X	Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables	X	Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
X	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X	Environnement et climat

4.3. Résultats des sujets de discussion

4.3.1. Thème 1 : Environnement alimentaire durable

Les acteurs ont discuté dans ce groupe la question de savoir comment on peut rendre l'environnement alimentaire plus durable en Suisse en impliquant les acteurs dans les secteurs de la transformation, du détail et de la restauration et en permettant aux consommateurs de se nourrir conformément à la pyramide alimentaire suisse

I. Priorités d'actions

(1) Les participants ont déclaré que la collaboration est essentielle à la transformation des systèmes alimentaires et qu'un changement de paradigme est nécessaire pour adapter les solutions existantes.

(2) Les acteurs ont déclaré que les prix actuels des denrées alimentaires sont trop bas. Il faut déterminer le vrai coût des denrées alimentaires, améliorer la transparence sur les effets de la consommation alimentaire et rendre plus équitable la distribution de la valeur ajoutée le long des chaînes de valeur.

(3) La responsabilité et le comportement individuels sont des éléments clés du changement. La sensibilisation, la formation et la communication des exemples positifs jouent un rôle important. Les citoyens, y compris les jeunes, doivent avoir voix au chapitre dans la définition des produits issus de la production durable. Toutefois, nous ne saurions transférer toute la responsabilité aux plus jeunes générations.

(4) Les consommateurs doivent pouvoir prendre les décisions en toute connaissance de cause. Il faut mettre à leur disposition des données et informations transparentes ainsi que les résultats de la recherche et de l'innovation, notamment par un « système des feux de circulation » et par l'étiquetage des produits. En outre, il a été question notamment des mesures suivantes : commercialisation directe par les producteurs, y compris dans des zones urbaines, mise en œuvre de l'agriculture de solidarité, meilleure information concernant la production agricole locale sur le marché ou création d'un service indépendant chargé d'évaluer la durabilité le long des chaînes de valeur.

(5) Les gouvernements ou autorités publiques devraient être chargés d'exiger l'information des consommateurs, de rendre les produits non durables plus chers que les produits issus de la production durable et, au besoin, de les interdire. Une incitation positive peut consister à soutenir des établissements publics de restauration offrant des repas à base de produits issus de la production durable. Des cadres politiques comme la politique agricole suisse peuvent jouer un rôle clé.

(6) Enfin, on a évoqué plusieurs possibilités de synergie et d'action collaborative telles que l'intensification des échanges entre acteurs, notamment au niveau politique, ou la communication du fait que les régimes alimentaires sains peuvent aussi être plus durables.

II. Défis potentiels

(1) Les participants ont évoqué plusieurs conflits d'objectifs et tensions. Certains considèrent qu'en faisant de la publicité pour les denrées alimentaires telles que le sucre et la viande et en les subventionnant, l'État soutient indirectement des régimes alimentaires mauvais pour la santé. Autres exemples : agriculture orientée vers la production alimentaire pour la population ou vers le profit et

la gain ; agriculture basée sur le travail humain ou sur les technologies ; pouvoir politique des grandes entreprises agroalimentaires ou société civile. L'étiquetage et l'emballage des produits peuvent avoir une influence positive ou négative sur le choix des consommateurs, mais ne suffisent pas pour changer les modes de consommation.

(2) Les participants ont proposé plusieurs réponses. L'agriculture a besoin tant du travail humain que des technologies. La disponibilité des données et l'utilisation des technologies de l'information sont cruciales. Il faut améliorer le partage du pouvoir dans nos systèmes alimentaires et la distribution de la valeur ajoutée.

(3) Enfin, les participants ont aussi soulevé des questions qui sont restées en suspens. Quels sont les principaux moteurs des systèmes alimentaires actuels ? S'agit-il de l'industrie de transformation axée sur le marketing, des technologies ou des rapports de pouvoir ? Par ailleurs, quel niveau d'intervention publique (cadre politique) est-il nécessaire pour que le marché se réoriente lui-même ?

Pistes d'action		Mots-clés			
X	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X	Politique
	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
	3 Stimuler une production respectueuse de la nature		Droits de l'homme	X	Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables	X	Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X	Environnement et climat

4.3.2. Thème 2 : Demande alimentaire durable et régimes alimentaires durables

Dans ce groupe, les acteurs ont discuté la question de savoir comment sensibiliser davantage le public à l'importance des régimes alimentaires durables dans toutes leurs dimensions (société et culture, santé et nutrition) et le faire mieux respecter les recommandations de la pyramide alimentaire suisse.

I. Priorités d'action

(1) Les participants ont souligné la nécessité d'assurer la cohérence des différentes politiques relatives à l'alimentation. Plus spécifiquement, ils ont proposé que la Suisse élabore une politique alimentaire 2050, impliquant agriculture, nutrition, environnement et santé publique et mettant ainsi à profit les synergies entre ces domaines.

(2) La formation et la sensibilisation sont essentielles. Les participants ont affirmé qu'il est préférable d'enseigner d'emblée de bonnes habitudes aux enfants et aux jeunes au lieu de faire changer d'habitudes plus tard dans la vie. Les mesures proposées comprennent la promotion d'une alimentation plus durable (fruits et légumes frais au lieu des protéines animales dans les cantines, « automates à pommes »), des cours sur l'alimentation et la nutrition et « éducation du goût », des excursions dans des exploitations ou une limitation du marketing ciblant les enfants. Les adultes devraient eux aussi prendre conscience de l'impact de leur régime alimentaire sur eux-mêmes et sur la planète, dans une perspective holistique. Il faut fournir une information facile à comprendre permettant de comparer les denrées alimentaires ; la coexistence de nombreux labels rend pour l'instant difficile cette comparaison. En outre, il convient de sensibiliser les consommateurs à la valeur ajoutée de l'agriculture locale en ce qui concerne l'impact sur l'environnement, le bien-être des animaux et la création d'emplois et aux coûts de production qui en résultent.

(3) Signataires du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, les villes sont des acteurs majeurs pour mettre en pratique le changement et rétablir le lien entre les consommateurs urbains et les producteurs ruraux grâce à leur proximité à la population locale.

(4) Enfin, les participants ont abordé la demande alimentaire, sans oublier des problèmes spécifiques liés à l'offre alimentaire telle que la responsabilité des détaillants en ce qui concerne l'offre d'alternatives plus durables, la collaboration entre le secteur de la restauration et les agriculteurs engagés dans la production durable ou encore, les startups innovantes qui commercialisent des denrées alimentaires invendues à prix réduits et, en même temps, combattent le gaspillage alimentaire et sensibilisent le public, garantissant ainsi de multiples avantages à de multiples acteurs.

II. Défis potentiels

(1) Il est nécessaire de fixer des buts clairs et des objectifs à long terme en ce qui concerne les politiques relatives à l'alimentation, compte tenu des différents intérêts et perspectives en jeu et des spécificités du contexte suisse et vu qu'une partie importante du territoire n'est pas arable. Dans le même registre, il faut pleinement reconnaître l'aspect temporel de la transformation, qui doit être progressive.

(2) Il convient de réexaminer la valeur des denrées alimentaires et leur prix du marché. Il est nécessaire d'assurer une rémunération juste et équitable de tous les acteurs, en sachant que les dépenses des ménages suisses consacrées à l'alimentation sont basses en comparaison internationale.

(3) Il faut promouvoir la collaboration tout au long des chaînes de valeur, y compris une meilleure compréhension entre producteurs et consommateurs. Les consommateurs doivent participer activement à la transformation des systèmes alimentaires. On peut citer deux exemples de conflits d'objectifs : souhait de disposer de produits variés en hiver ou impact climatique et saisonnalité ; nécessité de réduire la consommation de viande et de sucre pour des raisons d'environnement et de santé ou nécessité de trouver des alternatives et d'assurer un accompagnement adéquat des agriculteurs concernés dans la transition.

Pistes d'action		Mots-clés		
	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs		Finances	X Politique
X	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X Données et preuves
X	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables	X	Autonomisation des femmes et des jeunes	X Concessions (<i>trade-offs</i>)
	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X Environnement et climat

4.3.3. Thème 3 : Production durable

Deux groupes ont examiné comment les productions végétale et animale et les secteurs de la transformation, du détail et de la restauration peuvent promouvoir une agriculture plus durable, vu les conditions locales, la biodiversité, le bien-être des animaux, les nutriments, les ressources naturelles et la circularité.

I. Priorités d'action

(1) Il faut élargir le cadre conceptuel de la durabilité, qui doit comprendre quatre domaines : l'environnement, le social, la santé et le bien-être des animaux.

(2) Il est nécessaire de promouvoir la réalisation des idées innovantes, de soutenir l'utilisation de nouvelles technologies et de promouvoir la numérisation. La science doit être prête à développer de nouvelles approches sans craindre l'incapacité de fournir dès le départ des solutions complètes toutes faites.

(3) Les marchés publics sont essentiels pour faciliter ce processus : ils permettent de soutenir des projets innovants et de promouvoir ainsi la transformation dans la formation, la restauration collective et les cantines publiques et la sensibilisation des jeunes.

(4) Il faut élaborer démocratiquement une politique alimentaire et agricole commune impliquant tous les acteurs des systèmes alimentaires et tablant sur une réflexion critique et sur une recherche indépendante. Une étape essentielle peut consister à fusionner la politique agricole et celle de la santé.

(5) Des incitations passant par des mesures politiques relatives à l'information jouent un rôle essentiel. Il ne faut pas cibler la production, mais aussi promouvoir le dialogue avec les consommateurs et une réflexion axée sur les chaînes de valeur et réunir l'ensemble des acteurs pour trouver des solutions englobant toute la chaîne de valeur. Des participants ont mentionné la notion de pilotage (*stewardship*) selon laquelle le gouvernement devrait créer un système permettant le dialogue et l'échange de connaissances à long terme entre tous les acteurs.

(6) Un projet pilote portant sur le vrai coût des denrées alimentaires et la transparence peut générer des changements dans le domaine de la consommation. En outre, pour renforcer le pouvoir des agriculteurs sur le marché, il y a lieu d'augmenter leurs marges, et les détaillants devraient créer un marché pour les

denrées alimentaires qui ne seraient normalement pas consommées en raison de leur apparence. La production alimentaire doit avoir un prix adéquat permettant de promouvoir une production plus durable.

(7) Il faut réduire la production de viande et de lait et mieux l'adapter aux conditions locales et au site.

8) Certains participants ont mentionné la possibilité de promouvoir la production durable en facilitant l'accès des femmes aux terres et aux exploitations. Plusieurs études montrent qu'une proportion plus élevée des femmes dans l'agriculture peut augmenter la durabilité.

II. Défis potentiels

(1) Les groupes ont identifié des conflits d'objectifs entre la production, la protection de l'environnement, le climat et le bien-être des animaux. En outre, la société demande plus d'agriculture biologique. La première étape consiste à admettre que des conflits d'objectifs existent et à les nommer. Il faut en discuter et établir les priorités avec tous les acteurs.

(2) Même si les herbages constituent une grande partie des terres agricoles en Suisse, la production de la viande et celle du lait ne sont pas adaptées aux conditions locales et au site. La reconversion à la production durable est difficile pour les agriculteurs. En outre, la consommation de viande est toujours très valorisée sur le plan culturel et la part issue de la production durable est trop faible.

(3) En ce qui concerne la promotion de la biodiversité, il a été relevé que les mesures ne sont pas suffisantes pour atteindre les objectifs. Il faut fournir aux agriculteurs des informations sur la manière de promouvoir les espèces, intensifier la coopération avec les agriculteurs et mieux intégrer les services de biodiversité dans la politique agricole pour les rémunérer. Des données chiffrées et l'engagement des différents groupes d'acteurs sont également nécessaires pour concevoir les mesures concrètes.

Pistes d'action		Mots-clés			
	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X	Politique
	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
X	3 Stimuler une production respectueuse de la nature		Droits de l'homme	X	Gouvernance
	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables	X	Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X	Environnement et climat

4.3.4. Thème 4 : Atténuation du changement climatique

Dans deux groupes, les acteurs ont discuté la question de savoir comment réduire l'empreinte gaz à effet de serre (GES) de la demande intérieure finale de denrées alimentaires le long de la chaîne de valeur en Suisse et à l'étranger ainsi que les émissions de GES de la production agricole suisse, en reconnaissant qu'il faut assurer des conditions socio-économiques équitables aux acteurs concernés par cette transformation.

I. Priorités d'action

(1) Les acteurs le long des chaînes de valeur sont appelés à engager leur responsabilité individuelle, dans une approche ascendante. Il est nécessaire de changer les modes de consommation plutôt que les pratiques agricoles : les participants ont regretté que l'impact de la consommation ne soit souvent pas clairement établi. À leur avis, les meilleurs instruments sont la formation, les connaissances et la sensibilisation. Il est notamment envisageable de prendre les dispositions suivantes : indication de la durabilité sur l'étiquette, promotion de menus végétariens moins chers et/ou hebdomadaires dans les cantines, sensibilisation à la saisonnalité ou cours de cuisine destinés aux enfants. Toutefois, la responsabilité individuelle ne suffit pas, même si elle est importante. Il faut aussi prévoir des exigences minimales, voire des interdictions. On doit prendre en considération les mécanismes psychologiques des consommateurs pour prévenir les résistances potentielles.

(2) Un des groupes a proposé de lancer la journée nationale de l'alimentation pour propager les bonnes pratiques et communiquer ce que nous savons et pouvons faire. Cet événement majeur peut avoir lieu dans les écoles, cantines et restaurants et être médiatisé pour promouvoir chaque année la transformation des systèmes alimentaires, faciliter les échanges sur les produits issus de la production durable ou donner des conseils contre le gaspillage alimentaire.

(3) En outre, les participants ont notamment évoqué les mesures suivantes : optimisation des processus existants (économie circulaire), incitations (cartes bonus pour les produits issus de la production durable), ventes directes, modification des normes dans l'industrie de transformation permettant des améliorations techniques dans les exploitations ou recherche transdisciplinaire.

(4) Sur le plan économique, il faut mettre en œuvre une taxe carbone et d'autres mesures visant à établir le vrai coût de l'alimentation. Les participants ont débattu de la question de savoir si ces mesures doivent s'appliquer seulement aux produits suisses ou aussi aux importations et du rôle que peut jouer l'ONU. Pour réussir, ces efforts requièrent l'approbation de toute la société et l'établissement des conditions-cadres adéquates par les autorités. Les marchés publics peuvent servir de levier en offrant un débouché sûr aux producteurs.

II. Défis potentiels

(1) Il faut une compréhension commune et des objectifs bien définis. La délimitation du système est particulièrement difficile. Les interventions doivent reposer sur des preuves scientifiques.

(2) La responsabilité individuelle est importante, mais elle ne suffit pas. Dans quelle mesure les citoyens sont-ils concernés ? Sommes-nous prêts à changer de modes de consommation et d'habitudes sans incitation économique ? La dimension sociale de la durabilité est essentielle. Ainsi, la consommation de viande peut bien avoir un impact négatif sur l'environnement et la santé, mais elle a aussi une importance culturelle pour de nombreuses personnes.

(3) Il faut mettre en œuvre de manière équitable la taxe carbone et en prouver l'efficacité. Un mécanisme de compensation devrait être mis en place pour les citoyens à faible revenu. Par ailleurs, selon certains participants, les citoyens qui ont les moyens de payer la taxe continueront de porter atteinte à l'environnement.

(4) Enfin, il faut pleinement reconnaître les spécificités de chaque pays. La région de collines et de montagne peu propice aux grandes cultures représente une grande partie du territoire suisse. La production animale rend possible l'exploitation de cette région.

Pistes d'action		Mots-clés			
X	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X	Politique
X	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
X	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X	Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables		Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X	Environnement et climat

4.3.5. Thème 5 : Adaptation aux changements environnementaux, résilience et sécurité alimentaire

Dans ce groupe, les acteurs ont discuté la question de savoir comment rendre le système alimentaire suisse plus capable de s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique et aux autres défis environnementaux et plus résilient aux crises et aux chocs, tout en garantissant la sécurité alimentaire aux générations actuelles et futures.

I. Priorités d'action

(1) D'une manière générale, les participants perçoivent la Suisse comme relativement bien placée en termes de résilience. La crise de la Covid-19 montre toutefois que nous faisons partie intégrante d'un système interconnecté. Il est nécessaire d'élaborer une vision politique avec une feuille de route prévoyant des partenariats transparents et un échange d'information pour permettre une planification à long terme dans l'intérêt de la sécurité alimentaire, qui peut être gérée par le biais de la production intérieure et des importations.

(2) S'agissant de la production locale, il faut établir des systèmes microdiversifiés et promouvoir leur innovation ainsi que continuer à développer des systèmes agri-urbains. Les innovations à la ferme doivent évoluer vers une production équitable normalisée. Il y a lieu de faciliter les échanges entre entrepreneurs et investisseurs pour encourager les innovations sociétales. Des plateformes d'échange peuvent permettre de partager l'information sur l'entrepreneuriat durable dans le domaine alimentaire. Il

est envisageable de rentabiliser la production de soja dans un pays de petite taille comme la Suisse en améliorant la productivité et la qualité du produit du point de vue des chocs climatiques.

(3) Il y a lieu de réfléchir à la réduction du carbone et à la biodiversité dans des micro-systèmes d'agriculture locale entourant les villes. Des innovations technologiques, pratiques et intellectuelles (innovations systémiques) sont nécessaires à cette fin. La séquestration du carbone dans le sol peut jouer un rôle décisif ; la recherche doit accompagner cette approche, qui est déjà en partie appliquée en Suisse. Il faut promouvoir des échanges transparents entre acteurs (ONG, producteurs, personnalités politiques, entrepreneurs, etc.) Quant à la biodiversité, les participants ont mis en exergue l'accès aux ressources génétiques et leur conservation. Enfin, la Suisse peut mieux gérer les pertes et le gaspillage alimentaires.

II. Défis potentiels

(1) L'analyse des coûts et des possibilités de réduire le gaspillage implique la connaissance du système et l'échange transparent d'informations et de données. Les participants ont aussi souligné la nécessité d'adopter une vision commune au lieu de travailler au niveau micro. L'alignement de tous les acteurs sur l'Agenda 2030 serait une étape décisive dans la bonne direction. Il faut élaborer une vision et une feuille de route fondée sur une analyse des risques et opportunités, compte tenu des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise (ESG). Les incohérences des politiques publiques doivent être traitées. Enfin, la collaboration avec la recherche est nécessaire en ce qui concerne les synergies entre la biodiversité et la réduction de carbone. Quant aux ressources génétiques, quelques acteurs ont relevé les obstacles auxquels ils font face en matière de brevets et de règles du marché des semences, en soulignant qu'il ne fallait pas s'y attaquer au niveau national suisse, mais au moins au niveau régional européen.

(2) certaines questions sont restées en suspens : Quelles synergies faut-il rechercher pour soutenir des systèmes agri-urbains interconnectés ? Un Agenda 2030 suisse est-il réalisable pour les systèmes alimentaires dans toute leur complexité ? Comment mettre en œuvre les mesures de suivi ? Comment parvenir à un cercle vertueux de l'information concernant le circuit agri-urbain suisse ? Est-il nécessaire de fournir un cadre au suivi des activités des différents acteurs ?

Pistes d'action		Mots-clés		
	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs		Finances	X Politique
	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X Données et preuves
	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X Gouvernance
	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables		Autonomisation des femmes et des jeunes	X Concessions (<i>trade-offs</i>)
X	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X Environnement et climat

4.3.6. Thème 6 : Gaspillage alimentaire (déchets et pertes évitables)

Dans ce groupe, les acteurs ont discuté la question de savoir comment réduire le gaspillage alimentaire évitable en Suisse et les pertes évitables le long des chaînes de valeur des denrées alimentaires consommées en Suisse, pour assurer que les aliments produits en dans le pays et à l'étranger parviennent aux consommateurs suisses.

I. Priorités d'action

(1) Les participants ont salué l'élaboration d'un plan d'action national contre le gaspillage alimentaire et ont exprimé leur satisfaction quant aux progrès accomplis dans ce domaine.

(2) Il existe encore un potentiel important en matière de dons alimentaires aussi bien dans le commerce de détail que dans la transformation et dans l'agriculture. Les associations de banques alimentaires travaillent depuis longtemps avec les détaillants, mais il faut encore sensibiliser les employés. Il est possible de donner une meilleure visibilité aux excédents et sous-produits et il faut créer un marché correspondant, notamment via une plateforme publique indiquant où récupérer/déposer les produits. L'innovation et la recherche peuvent permettre de développer les plateformes existantes. En outre, il faut exploiter le potentiel de l'alimentation animale (protéines de lactosérum à la place des protéines de soja). Enfin, on peut améliorer la coordination le long des chaînes de valeur, notamment par des systèmes informatiques automatiques garantissant que les fournisseurs ne livrent les produits que lorsque les stocks ont diminué au supermarché et que les usines ne produisent que lorsque la demande

se manifeste. Il convient de transformer les excédents (sauce tomate ou bouillon), notamment à des fins de sensibilisation par les volontaires ou dans les écoles.

(3) On peut atteindre la population par des campagnes de sensibilisation et d'information (dates limites). Les formations techniques ou professionnelles et l'éducation de base peuvent constituer de bons points de départ. Des analyses systémiques sont nécessaires pour mieux comprendre les causes du gaspillage dans les ménages. On peut également développer des outils permettant de constater plus facilement si les produits sont toujours consommables (emballages changeant de couleur lorsque le produit se gâte).

(4) Enfin, il y a lieu d'utiliser des incitations telles que des concours et des prix sur le thème « pas de gaspillage dans le voisinage » (positives) ou des taxes sur le gaspillage alimentaire frappant les ménages (négatives).

II. Défis potentiels

(1) La conviction de la population est nécessaire pour combattre le gaspillage alimentaire. Par exemple, un petit restaurant peut décider de réduire ses réserves et de les compléter par le pain invendu de la boulangerie voisine. Cependant, il court ainsi le risque de manquer de certains articles proposés au menu. Le contact direct avec les clients est important pour clarifier la situation.

(2) La récupération des denrées alimentaires offre un très grand potentiel, notamment à la ferme (légumes ne répondant pas aux normes de qualité des détaillants). Toutefois, l'attitude des acheteurs est un facteur limitant à cet égard et la logistique est complexe. La flexibilité est indispensable sur tous les plans. Les excédents qui sont généralement engendrés par la production agricole pourraient se vendre par des canaux alternatifs, ce qui aurait un impact sur le marché et réduirait la demande de denrées alimentaires fournies par des canaux « habituels ». Les participants ont également reconnu que la transformation locale des excédents n'est pour l'instant pas rentable, mais peut contribuer à la sensibilisation. Il faut fournir un effort important d'innovation et de développement et créer des débouchés pour transformer les sous-produits pour la consommation humaine.

(3) Les participants ont recommandé d'éviter la production de denrées « inutiles », de produire des quantités correctes et d'assurer des prix équitables aux producteurs. À leurs yeux, le prix actuel des denrées alimentaires est trop bas. Il est nécessaire d'améliorer la transparence des coûts et d'inclure les externalités négatives (vrai coût des denrées alimentaires).

Pistes d'action		Mots-clés			
X	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs		Finances	X	Politique
X	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
X	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X	Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables		Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
X	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress				Environnement et climat

4.3.7. Thème 7 : Dimensions socio-économiques du secteur agroalimentaire

Dans ce groupe, les participants ont examiné comment les acteurs le long des chaînes de valeur peuvent bénéficier d'une distribution équitable de la valeur ajoutée et des conditions d'emploi décentes.

I. Priorités d'action

(1) Il faut promouvoir la transparence le long des chaînes de valeur et continuer de développer les mesures existantes concernant les consommateurs, y compris celles de l'Office fédéral de l'agriculture. Il y a lieu de rendre publics tous les coûts, et donc les prix payés le long des chaînes de valeur. La sensibilisation ainsi obtenue peut orienter la consommation vers des produits plus durables. Les mesures évoquées comprennent la numérisation (plateformes de diffusion d'information), les cryptomonnaies (*blockchain*), une agriculture « locale radicale » ou de solidarité et des partenariats internationaux. Selon plusieurs participants, ces mesures sont toutefois insuffisantes, vu que de nombreux consommateurs ne sont pas assez sensibilisés ou ne disposent pas de moyens financiers suffisants.

(2) L'établissement du vrai coût des denrées alimentaires peut permettre de prendre en compte les coûts qui sont souvent négligés, comme celui du travail impayé dans la production, et de créer ainsi des

incitations pour optimiser l'impact de l'alimentation. Une adaptation des prix peut conduire à une redistribution des coûts et promouvoir une consommation durable.

(3) Bien qu'elle soit nécessaire, la transformation des systèmes alimentaires suscite des craintes parmi les acteurs. Des laboratoires expérimentaux peuvent permettre de tester de nouveaux modèles économiques et de promouvoir le dialogue, aidant ainsi à réduire ces craintes. Il y a lieu de mieux soutenir financièrement ces laboratoires et de diffuser leurs résultats.

(4) Les acteurs sont convenus que les producteurs jouent un rôle capital dans les systèmes alimentaires durables et qu'il faut continuer de les autonomiser. Au niveau national, les producteurs peuvent adopter une approche « locale radicale » facilitant la mise en réseau et des initiatives communes. Ils peuvent aussi créer des coopératives avec leur propre marque afin d'améliorer leur position dans la négociation avec les grossistes et les détaillants. En outre, les paiements directs et subventions peuvent être réorientés pour soutenir des systèmes alimentaires plus durables. Au niveau international, des transferts de savoir-faire, un meilleur accès au marché et l'innovation peuvent permettre d'augmenter la rentabilité des cultures. Les responsables politiques doivent rechercher le dialogue avec les gouvernements et les producteurs des pays de provenance des importations.

(5) Enfin, les participants étaient tous d'avis que la Suisse est d'une manière générale bien positionnée dans le domaine de la science, mais peut encore mieux faire dans celui de la recherche et de l'innovation. Il y a lieu de promouvoir l'implantation de la recherche, qui est un avantage concurrentiel important. Les synergies entre la recherche et le monde des affaires sont déjà bien établies.

II. Défis potentiels

(1) Une tension existe entre le droit / accès à l'alimentation pour tous et une production rentable. Il faut réexaminer les paiements directs pour qu'ils incitent davantage à une production durable et promouvoir la cohérence des politiques publiques. Les participants ont en outre regretté l'influence des intermédiaires et détaillants sur les prix (denrées alimentaires, inputs et moyens de production).

(2) Le groupe avait l'impression qu'en termes de l'alimentation, on oppose souvent le critère de la santé et celui de la durabilité, ce qui ne devrait pas être le cas. En outre, il a été relevé que les subventions sont accordées pour les denrées alimentaires telles que le sucre et la viande, ce qui peut être qualifié de mauvaise incitation.

(3) Enfin, les participants ont signalé un conflit d'objectifs entre une transformation rapide obéissant à une logique descendante, le marché libre et la prise de décisions au sein de la société. Le soutien de toute la population est indispensable à tout changement majeur.

Pistes d'action		Mots-clés			
	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X	Politique
	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X	Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables		Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X	Environnement et climat

4.3.8. Thème 8 : Entrepreneuriat, innovation, sciences et technologies

Ce groupe a examiné les moyens de renforcer la durabilité, l'esprit d'entreprise et l'innovation dans le secteur agroalimentaire, sans oublier le savoir-faire et la qualité, l'application des résultats de la recherche scientifique et du développement, l'utilisation des technologies de pointe, la mise à profit de la numérisation, l'orientation vers l'avenir et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

I. Priorités d'action

(1) Il est nécessaire d'atteindre toute la population, y compris ceux ne sont pas encore sensibilisés, notamment par des campagnes de prise de conscience et des modifications de l'environnement alimentaire. Les mesures principales peuvent notamment être les suivantes : renoncer à offrir des produits issus de la production non durable, mentionner la durabilité et les vrais coûts sur l'étiquette des produits concernés, organiser des expositions et événements d'information, lancer des campagnes visant à promouvoir les denrées alimentaires locales et informer les citoyens sur les recommandations de la pyramide alimentaire suisse.

(2) Il arrive souvent que les agriculteurs ne perçoivent pas les interventions et mesures comme des opportunités, mais comme une menace à leur subsistance. Des innovations sociales, des incitations et un contact direct avec les agriculteurs sont nécessaires pour transformer l'agriculture et le commerce.

(3) De meilleures conditions-cadres sont indispensables à tous les niveaux politiques. Même si de nombreuses bonnes initiatives existent à la base, le cadre politique est souvent limité (par ex. subventions disponibles dans le domaine de l'aménagement du territoire). Pour que la transformation soit également possible d'un point de vue financier, il est essentiel de disposer d'investissements bancaires et de créer de nouveaux marchés et chaînes de valeur.

(4) Il se passe beaucoup de choses au niveau communal. La transformation des systèmes alimentaires est ainsi un défi intersectoriel et non seulement agricole. Les perspectives urbaine et rurale doivent être intégrées dans une mesure égale. Il n'existe pas de structure suffisante pour l'échange entre les villes. La Confédération pourrait promouvoir cet échange.

(5) Un dialogue en vue d'une politique globale est indispensable pour associer la science et la société civile à l'élaboration de mesures portant sur l'ensemble du système alimentaire de concert avec la pratique. Des participants ont mentionné l'importance des résultats du Programme national de recherche « Alimentation saine et production alimentaire durable » (PNR 69). La deuxième étape du dialogue national suisse en vue du Sommet sur les systèmes alimentaires (*Food Systems Summit Dialogue, FSSD*) comprenant des dialogues entre les villes destinés à intensifier leurs échanges et une campagne nationale contre le gaspillage alimentaire contribuera substantiellement à l'élaboration d'une politique globale.

(6) Il est nécessaire de mettre en place un système de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports concernant l'alimentation et la biodiversité et permettant au secteur financier une analyse des bénéficiaires potentiels, à l'instar de ce qui se fait pour les objectifs de développement durable (ODD). Il s'agit de faciliter aux banques la tâche d'identifier les sociétés à soutenir.

II. Défis potentiels

(1) Il n'existe pas de structure suffisante pour l'échange entre les villes.

(2) De meilleures conditions-cadres à tous les niveaux (fédéral, cantonal, communal) sont nécessaires à la transformation, notamment pour des raisons de responsabilité et financières.

(3) Selon les participants, les discussions politiques menées récemment sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et l'environnement étaient frustrantes. Il est indispensable d'adopter une approche holistique des systèmes alimentaires pour trouver effectivement des solutions.

(4) Une grande partie des denrées alimentaires est importée. Comment agir sur la production dans les pays d'origine ? Il est beaucoup plus difficile d'y parvenir que de changer la production intérieure.

(5) Un défi consiste à rendre abordables les denrées alimentaires saines issues de la production durable.

Pistes d'action		Mots-clés			
	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X	Politique
	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X	Données et preuves
	3 Stimuler une production respectueuse de la nature		Droits de l'homme	X	Gouvernance
	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables		Autonomisation des femmes et des jeunes	X	Concessions (<i>trade-offs</i>)
X	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X	Environnement et climat

4.4. Points de divergence

Les discussions menées en groupes lors de l'atelier ont réuni plus de 130 acteurs, qui ont affirmé leur volonté de contribuer à la transformation des systèmes alimentaires sans refuser la responsabilité ou s'en décharger sur d'autres parties prenantes. Même si les participants se sont en principe mis d'accord sur les enjeux, ils ont identifié plusieurs défis et conflits d'objectifs.

(1) Les participants ont constaté l'existence de plusieurs visions pour l'agriculture, parfois divergentes (agriculture orientée vers la production alimentaire pour la population ou vers le profit et le gain ; agriculture basée sur le travail humain ou sur les technologies ; pouvoir politique des grandes entreprises agroalimentaires ou société civile ; droit à l'alimentation ou production rentable). Ils ont recommandé de s'aligner sur l'AGENDA 2030. Enfin, vu qu'une grande partie des denrées alimentaires est importée, les participants sont convenus qu'il est possible d'influencer la production intérieure, mais ont exprimé des doutes concernant la manière d'agir sur les méthodes de production utilisées à l'étranger.

(2) Il faut améliorer la cohérence des différentes politiques et adopter une approche holistique des systèmes alimentaires, avec des buts et des objectifs à long terme clairement définis. En outre, il y a lieu de réexaminer les paiements directs pour renforcer les incitations à la production durable. De meilleures conditions-cadres sont nécessaires à tous les niveaux (fédéral, cantonal, communal) pour permettre la transformation.

(3) Dans le même registre, les participants ont discuté de la durabilité de la production animale en suisse, en considérant les arguments tels que l'importance des herbages, le fait que la topographie montagneuse et collinaire convient mieux à la production animale qu'aux grandes cultures, l'impact de l'élevage sur l'environnement et l'effet de la viande sur la santé, la nécessité d'une agriculture adaptée aux conditions locales et au site, et l'importance culturelle des produits laitiers et de la viande. Selon plusieurs groupes, on peut considérer qu'en faisant de la publicité pour les denrées alimentaires telles que le sucre et la viande et en les subventionnant, l'État soutient indirectement une alimentation mauvaise pour la santé.

(4) On a relevé les relations complexes entre les acteurs, notamment les producteurs, les consommateurs et le détaillant. Il faut améliorer le partage du pouvoir dans nos systèmes alimentaires et la distribution de la valeur ajoutée (les participants ont cité l'influence des intermédiaires et détaillants sur les prix), mais aussi promouvoir la collaboration. Le soutien de toute la population est indispensable à tout changement.

(5) Il faut notamment impliquer les consommateurs. Cependant, en ce qui concerne les régimes alimentaires, certains participants ont l'impression qu'on oppose souvent la santé et la durabilité, ce qui ne devrait pas être le cas. L'étiquetage et l'emballage des produits peuvent avoir une influence positive ou négative sur le choix des consommateurs, mais ne suffisent pas pour changer les modes de consommation. Certains participants croient au contraire que les consommateurs sont parfois dépassés par la large gamme de produits proposés et les détaillants sont mieux placés pour promouvoir le changement que le consommateur. Selon les participants, la responsabilité individuelle ne suffit pas pour atteindre les objectifs. Dans quelle mesure les citoyens sont-ils concernés ? Sommes-nous prêts à changer de modes de consommation et d'habitudes sans incitation économique ? Enfin, le caractère (in)abordable des denrées alimentaires saines issues de la production durable a été identifié comme un défi pour la transformation des régimes alimentaires.

(6) La transition à des pratiques plus durables est difficile pour les agriculteurs et il faut les accompagner dans ce processus, qui peut être progressif. Les participants ont cité comme exemple les mesures destinées à promouvoir et à récompenser la biodiversité, qui n'atteignent souvent pas leurs objectifs du fait de l'information insuffisante des agriculteurs.

(7) D'une manière générale, les prix des denrées alimentaires ont été considérés comme trop bas en Suisse. Il convient de prendre des mesures permettant d'établir le vrai coût des denrées alimentaires, telles que la taxe carbone. Les participants ont toutefois souligné qu'il faut les accompagner par un mécanisme de compensation pour les citoyens à faible revenu. En outre, certains d'entre eux ont relevé que la taxe carbone n'aura pas d'influence escomptée sur les citoyens qui ont les moyens de la payer. Les participants ont aussi débattu de la question de savoir si ces mesures doivent s'appliquer seulement aux produits suisses ou aussi aux importations et du rôle que peut jouer l'ONU. Globalement, il faut assurer une rémunération équitable aux acteurs le long des chaînes de valeur.

(8) Selon plusieurs groupes, les données sont insuffisantes ou difficilement accessibles et la transparence fait défaut. Les participants ont donc souligné la nécessité de décisions et mesures mieux fondées et prises en connaissance de cause.

(9) L'attitude des acheteurs et la complexité de la logistique sont des facteurs qui limitent la récupération des denrées alimentaires. La vente des excédents par des canaux alternatifs peut permettre de réduire la demande sur le marché habituel. Enfin, même si la transformation des excédents n'est pour l'instant pas rentable, elle peut contribuer à la sensibilisation.

Pistes d'action		Mots-clés		
X	1 Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs	X	Finances	X Politique
X	2 Passer à des modes de consommation durables	X	Innovation	X Données et preuves
X	3 Stimuler une production respectueuse de la nature	X	Droits de l'homme	X Gouvernance
X	4 Promouvoir des moyens de subsistance équitables		Autonomisation des femmes et des jeunes	X Concessions (<i>trade-offs</i>)
X	5 Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress			X Environnement et climat

Annexe 1 : Liste détaillée des participant·e·s à l'atelier

Secteur	Nombre de participant·e·s
Gouvernement national ou local	35
Agriculture	29
Environnement et écologie	15
Éducation	8
Transformation alimentaire	7
Industrie alimentaire	7
Développement durable	12
Communication	5
Commerce de détail alimentaire	4
Echanges et commerce	2
Services financiers	2
Soins de santé	3
Consommation	2
Fondation	1

Catégorie de parties prenantes	Nombre de participant·e·s
Gouvernement et institution nationale	34
ONG locale	21
Science et académie	18
Associations	8
Agriculteur·trice	6
ONG internationale	6
Fondation privée, Partenariat, Alliance	7
PME/Artisanat	10
Société multinationale	5
Grande entreprise nationale	3
Autorité locale	5
Groupe de consommateur·trice·s	3
ONU	1
Institution financière internationale	1
Syndicat	1
Communauté économique régionale	1
Mouvement social	1
Initiative multipartite	1

Annexe 2 : Contenu thématique des discussions de groupe

Thèmes de discussion

1. Environnement alimentaire durable
2. Demande alimentaire durable et régimes alimentaires durables
3. Production durable
4. Atténuation du changement climatique
5. Adaptation aux changements environnementaux, résilience et sécurité alimentaire
6. Gaspillage alimentaire (déchets et pertes évitables)
7. Dimensions socio-économiques du secteur agroalimentaire
8. Entreprenariat, innovation, sciences et technologies

Enoncés de discussion

1) Environnement alimentaire durable

« Les parties prenantes de l'industrie de transformation, du commerce de détail et de la restauration vendent en grande majorité des denrées alimentaires produites durablement, et incluent dans leur prix de marché les coûts sociaux et environnementaux de ces denrées, de manière transparente. L'environnement alimentaire permet aux consommateur·trice·s de faire un choix en pleine conscience et de se nourrir aisément selon les recommandations de la pyramide alimentaire suisse. »

2) Demande alimentaire durable et régimes alimentaires durables

« La population est consciente de l'importance d'une alimentation durable et saine, et un tiers d'entre elle se nourrit selon les recommandations de la pyramide alimentaire suisse. Nous poursuivons nos efforts pour que l'ensemble de la population adopte un régime alimentaire durable. »

3) Production durable

« Les modes et techniques de cultivation et d'élevage, ainsi que les standards dans l'industrie de transformation, le commerce de détail et la restauration, favorisent une production agricole durable, adaptée aux conditions locales, promouvant la nature et la biodiversité, et respectueuse du bien-être animal. Elle est optimale dans son utilisation des nutriments et des ressources – parmi lesquelles le travail et les moyens financiers – et répond au principe de circularité. Les agriculteur·trice·s exploitent pleinement le potentiel de durabilité de leurs exploitations. »

4) Atténuation du changement climatique

« L'empreinte gaz à effet de serre (GES) sur toute la chaîne de valeur, en Suisse et à l'étranger, de la demande finale indigène en denrées alimentaires par personne recule de 25% par rapport à l'année 2020. Cette empreinte GES de la demande finale en denrées alimentaires, ainsi que les émissions de GES de la production agricole intérieure, continuent à se diriger vers une valeur minimale. Ce processus de transformation des systèmes alimentaires est accompagné par des mesures assurant des conditions socio-économiques équitables à l'ensemble des parties prenantes du secteur agroalimentaire. »

5) Adaptation aux changements environnementaux, résilience et sécurité alimentaire

« Les systèmes alimentaires suisses – production indigène et importations comprises – font preuve d'une grande capacité d'adaptation face aux conséquences du réchauffement climatique et aux autres défis environnementaux, et manifestent une forte résilience face aux crises et aux chocs. La sécurité alimentaire et la nutrition des générations présentes et futures sont ainsi assurées. »

6) Gaspillage alimentaire (déchets et pertes évitables)

« Le gaspillage alimentaire (déchets alimentaires évitables) en Suisse est réduit au moins de moitié par rapport aux niveaux de 2019, et les pertes de produits alimentaires sont réduites à un minimum absolu tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte. Nous poursuivons nos efforts pour qu'il n'y ait plus ni de déchets alimentaires évitables en Suisse ni de pertes alimentaires évitables le long des chaînes de valeur des aliments consommés en Suisse – assurant ainsi que la nourriture produite en Suisse et à l'étranger arrive jusqu'à la fourchette des consommateur·trice·s suisses. »

7) Dimensions socio-économiques du secteur agroalimentaire

« L'ensemble des parties prenantes le long des chaînes de valeur agroalimentaires bénéficient d'une distribution équitable de la plus-value et de conditions de travail décentes, ceci tant en Suisse qu'à l'étranger. »

8) Entrepreneuriat, innovation, sciences et technologies

« Le secteur agroalimentaire se caractérise par son savoir-faire et par la qualité de ses produits. Il est entreprenant, innovant et durable. Il applique de manière conséquente les résultats de la recherche et du développement scientifiques qui promeuvent la durabilité, adopte des technologies de pointe, bénéficie de la digitalisation et est tourné vers l'avenir. Il préserve les bases naturelles qui permettent d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations présentes et futures. »